



Présentation synthèse des plateformes électorales en éducation

Comité école et société

24 août 2012

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
LE PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC	6
LE PARTI QUÉBÉCOIS	8
COALITION AVENIR QUÉBEC	10
QUÉBEC SOLIDAIRE	13
OPTION NATIONALE	15
CONCLUSION	18

INTRODUCTION

À cause de la grève étudiante, des débats de société qu'elle a provoqués, l'éducation est un sujet incontournable de la présente campagne électorale. Cette crise a permis de mettre au clair les choix de société qui s'offrent à nous en ce qui concerne l'éducation : devons-nous la considérer comme un bien commun que l'on doit rendre accessible à tous? Ou doit-on la tarifier dans une logique de marchandisation toujours plus grande?

Nous nous retrouvons donc à la croisée des chemins. L'affrontement qui a déchiré le Québec ces derniers mois rend plus nécessaire que jamais de décider quelle direction prendre. La FNEEQ, et plus largement le mouvement syndical, a fait son choix : nous souhaitons une éducation accessible et détachée de tout rapport marchand. Mais qu'en est-il des partis politiques?

Nous avons donc jugé bon d'examiner comment l'éducation est abordée dans les plateformes des cinq principaux partis politiques du Québec. Notre objectif est de rendre compte brièvement des intentions de chacun d'entre eux. Puis de voir, dans notre conclusion, dans quelle mesure ces intentions coïncident avec les positions de la FNEEQ et de la CSN. Notre intention n'est certes pas de prendre parti ni d'orienter le vote de nos membres. Nous souhaitons plutôt alimenter la réflexion, donner des informations qui aideront à faire un choix éclairé, du moins en ce qui concerne l'éducation.

LE PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC

La plateforme électorale du Parti libéral du Québec (PLQ) est, en comparaison des autres partis, plutôt succincte. Le gouvernement Charest a opté pour une stratégie électorale consistant à annoncer ses promesses électorales «au fur et à mesure», selon les termes mêmes employés par la personne responsable des appels, au local du parti. C'est la formule de la vente aux enchères, à la différence que dans une vente aux enchères, le public connaît à l'avance les objets vendus.

Rien de vraiment spécifique à l'éducation, donc, dans le seul document disponible sur le site du PLQ, intitulé *Pour le plein emploi*. Pour savoir ce que le PLQ entendrait faire dans ce domaine, il faut lire entre les lignes, faire les liens avec ce qui a été fait à cet égard sous le règne libéral et, finalement, relever les promesses électorales lancées en cours de route par la caravane libérale.

ARRIMAGE ENTRE LA FORMATION ET LES BESOINS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

C'était déjà une des grandes orientations du gouvernement Charest en éducation depuis plus de deux ans, mettant déjà à contribution le MELS, Emploi-Québec et la Commission des partenaires du marché du travail. Rien ne permet de croire à un changement d'orientation à ce chapitre. On ne sait toujours pas si le gouvernement envisage ce rapprochement sous la forme de modifications à la carte des programmes ou par des changements dans les programmes eux-mêmes. La seule explication donnée nous était déjà connue, soit la pénurie appréhendée de main-d'œuvre qualifiée, sectorielle ou régionale.

DE LA FORMATION À DISTANCE ET UN RÉSEAU UNIVERSITAIRE POUR LE PLAN NORD

Directement dans cette veine, Jean Charest a promis des mesures destinées à «adapter la formation aux besoins des régions et du Plan Nord, afin de répondre plus rapidement et plus adéquatement aux besoins des travailleurs et des entreprises.»

Il est donc question d'une offre accrue de formation à distance (un fonds de 50M\$ sur 5 ans) et d'un réseau universitaire du plan Nord (15M\$ sur 5 ans) destiné surtout à ce que les emplois générés par le Plan Nord puissent être comblés. Une telle mesure pourrait toucher bien sûr les autochtones, mais il reste à savoir si les Premières Nations, dont on ne parle même pas ici, auront leur mot à dire dans ce projet, et dans quelle mesure il serait structurant.

LE FINANCEMENT DES UNIVERSITÉS

Par un financement adéquat, le PLQ vise à encourager le rayonnement de notre économie du savoir. Sans orientation autre que la recherche du plein emploi. Rappelons ici que ce meilleur financement des universités, en partie comblé par une hausse des droits de scolarité, est assorti, pour le PLQ, de plusieurs changements, notamment concernant la reddition de comptes (par l'assurance-qualité) ou la gouvernance (projets de loi 38 et 44 qui pour l'instant sont sur les tablettes¹).

ACHAT DU MATÉRIEL SCOLAIRE ET AMÉLIORATION DE L'AIDE AUX DEVOIRS

Jean Charest a annoncé qu'un gouvernement libéral allait octroyer, à partir de la rentrée 2013, une aide non-imposable de 100 \$ par enfant inscrit dans une école primaire publique, pour l'achat de matériel scolaire. L'actuel Premier ministre s'est aussi engagé à doubler le financement du programme d'Aide aux devoirs, dont il dit être particulièrement fier.

SOUTIEN A LA CRÉATION DE SERVICES DE GARDE DANS LES ENTREPRISES

En matière de services de garde, «le PLQ s'engage à soutenir les entreprises qui créeront des places en centres de la petite enfance dans leur milieu de travail» (engagement électoral du 5 août 2012). Ainsi, une entreprise qui ouvrirait un service de garde à 7 \$ pour les enfants de ses employés aurait droit à un crédit d'impôt équivalent à 50 % des coûts d'opération du service de garde. Ces nouvelles places éventuellement créées s'ajouteraient aux 15,000 places annoncées dans le budget de 2011-2012.

Par ailleurs, lors de la même conférence de presse à Lévis, Jean Charest a annoncé que, s'il était reporté au pouvoir, le tarif quotidien des services de garde serait indexé, à raison d'un taux d'inflation de 2 %, pour atteindre 7,73 \$ en 2017-2018². Ce dernier «engagement», relevé par les médias, ne figure pas sur le site.

Sans grande surprise, nous ne trouvons rien sur l'abrogation de la loi 12, ni sur l'annulation de la hausse des droits de scolarité dans la plateforme du PLQ.

¹ Ces projets proposent, entre autres, de modifier la constitution des conseils d'administration des universités en y ajoutant plus de membres « externes », au risque d'y voir un nombre croissant de représentants du monde des affaires tout en niant le fonctionnement collégial historique des universités.

² Robert Dutrisac, «Charest mettrait fin aux garderies à 7\$», dans Le Devoir, 6 août 2012.

LE PARTI QUÉBÉCOIS

La plateforme du Parti Québécois est plutôt bien nourrie en ce qui concerne l'éducation. Dans la section 6.1 *L'éducation* (un emplacement peu prioritaire dans la plateforme), un problème majeur est dénoncé dès le départ : le taux «élevé et persistant» de décrochage scolaire.

Plus précisément, le Parti souhaite s'attaquer à quatre problèmes clairement identifiés :

- l'organisation des classes, en particulier le ratio maître-élèves, et l'équilibre entre l'intégration des élèves en difficulté et la réussite scolaire ;
- l'inégalité des exigences imposées aux écoles privées et aux écoles publiques ;
- la lourdeur administrative du système d'éducation et le manque d'autonomie des écoles ;
- l'insuffisance de la formation technique, professionnelle et continue au Québec.

NIVEAUX PRIMAIRES ET SECONDAIRES

Le document s'intéresse d'abord aux ordres primaire et secondaire. Un gouvernement du PQ augmenterait les effectifs, tant au niveau des enseignants, des professionnels et des employés de soutien du personnel enseignant, professionnel que du personnel de soutien. On vise ainsi à réduire le fardeau des maîtres et à mieux aider les élèves avec des besoins particuliers.

Le PQ propose d'obliger les écoles privées à accepter et retenir des élèves qui ont des difficultés. Une politique de sélection trop stricte aurait comme conséquence une diminution progressive des subventions. On cessera de financer les écoles axées essentiellement sur l'enseignement de la religion.

La plateforme du PQ répond à plusieurs préoccupations exprimées dans les médias : l'enseignement de l'anglais commencera lorsque l'apprentissage de la langue maternelle sera confirmé, soit à la fin du primaire. On favorisera la formation professionnelle, la formation continue, l'alphabétisation. La lutte contre le décrochage scolaire — dont celui des garçons — commencera dans les CPE en milieux défavorisés et se fera en collaboration avec les réseaux de la santé et des services sociaux.

LES ÉTUDES SUPÉRIEURES ET L'UNIVERSITÉ

Dans la section consacrée aux études supérieures, le PQ réitère ses engagements pris pendant la grève étudiante : le gel des droits de scolarité sera rétabli jusqu'à la tenue d'un sommet sur l'enseignement supérieur, qui portera exclusivement sur les universités. Ce sommet inclura la communauté universitaire, les employeurs et la société civile et abordera les principaux aspects de la gestion des universités.

LE PQ RÉINVESTIRA «DE FAÇON SIGNIFICATIVE» DANS L'ÉDUCATION SUPÉRIEURE

De façon générale, un gouvernement du PQ favorisera l'accès aux études supérieures. Il facilitera le remboursement de la dette des étudiants et des étudiantes. L'aide financière sera mieux adaptée aux gens en provenance de divers milieux socio-économiques. Le retour aux études des adultes sera encouragé. Des passerelles entre les ordres d'enseignement seront établies. Des mesures seront prises pour favoriser l'arrivée et l'établissement d'étudiants francophones étrangers au pays.

En tant que parti souverainiste, le Parti Québécois prévoit occuper tous les champs de compétence en ce qui concerne les études supérieures, plus spécifiquement ceux reliés au financement.

LANGUE ET CULTURE

Certains aspects concernant l'éducation se retrouvent dans d'autres sections de la plateforme. Ainsi, dans la section 3.1 *Le français, seule langue officielle du Québec*, on retrouve la mesure maintes fois débattue qui étendra la loi 101 aux cégeps et écoles de formation professionnelle. Le programme contient aussi des mesures visant plus directement à contrer l'anglicisation de l'île de Montréal.

La volonté de protéger la langue et la culture québécoise, bien en évidence dans la plateforme, a des implications sur l'éducation : celle-ci devrait être davantage orientée vers les spécificités québécoises plutôt que vers une culture essentiellement mondialisée et dominée par l'anglicisation.

COALITION AVENIR QUÉBEC

Un éventuel gouvernement CAQuiste augmenterait les frais de scolarité de 200 \$ par année et ce, dès la session automne 2013 pour les 5 prochaines années. Par la suite, ces frais seraient indexés selon l'inflation. Le parti maintiendrait les mesures prévues par le PLQ pour améliorer le Régime d'aide financière aux études. Les universités devraient déposer un plan de «rationalisation de leur gestion prévoyant une amélioration des services aux étudiants grâce à une meilleure allocation des ressources.» Finalement, la hausse du financement des universités doit passer par une diminution du crédit d'impôt pour les études postsecondaires au niveau universitaire.

La CAQ consentirait à augmenter le financement des universités. Toutefois, ce financement devrait servir uniquement à améliorer la persévérance scolaire ainsi qu'à la formation et à la recherche. Ce financement est conditionnel à des efforts importants de rationalisation des dépenses d'opération et de gestion dans les universités. Ce qui implique que des structures devront être allégées (reddition de comptes directement avec le MELS) ou abolies (notamment le siège social de l'Université du Québec).

GRAND CHAMBARDEMENT DANS LES ÉCOLES SECONDAIRES

La CAQ prévoit cinq heures de plus par semaine à l'école secondaire. Cet ajout d'une heure par jour servirait aux activités parascolaires et aux périodes de lecture ou d'aide aux devoirs. «L'idéal c'est l'école de 9 à 5 mais le mur-à-mur ne sera pas imposé.»

Le parti souhaite aussi lancer une offensive majeure contre le décrochage. Les mesures suivantes sont proposées : fixation d'objectifs clairs en matière de réussite (8 %), coalition de l'ensemble des intervenants, priorisation de ce chantier, addition de ressources pour appuyer les professeurs, le personnel enseignant (orthophonistes, psychologues, éducateurs et éducatrices, orthopédagogues et psychologues), approche ciblée selon les écoles défavorisées. En effet, la Coalition, « en partenariat avec les enseignants, le personnel enseignant et les directions d'écoles, reverra les normes relatives à l'intégration dans les classes dites régulières des élèves ayant des besoins particuliers, encouragera l'augmentation des groupes répondant plus spécifiquement à leurs besoins et augmentera les ressources spécialisées à la disposition des élèves et des enseignants. »

La CAQ propose d'abolir les commissions scolaires mais, elle en conserverait le concept de centre de services (pour la gestion du transport scolaire et la gestion de l'entretien des écoles, par exemple). Les conseils d'établissements dont la représentativité serait modifiée deviendraient des conseils d'administration. Le taux de croissance de la taxe scolaire sera limité.

L'ÉVALUATION DES ENSEIGNANTS ET DES ENSEIGNANTES

La CAQ souhaite valoriser à sa manière la profession d'enseignante. Ceci passe par l'amélioration de la rémunération de base des enseignants et enseignantes (selon le type d'école, les années de scolarité, l'implication dans les activités parascolaires), par l'augmentation de leur autonomie dans le choix des méthodes pédagogiques et dans l'évaluation de la capacité des élèves à passer au niveau supérieur. Cela se fera aussi par la création d'un ordre professionnel et par une meilleure évaluation de leur performance. La CAQ propose de revoir les règles relatives à l'obtention de la permanence.

UNE ÉDUCATION AJUSTÉE AUX BESOINS DU MARCHÉ

Pour la CAQ, les programmes doivent s'ajuster de manière précise, rapide, et dans la plus grande souplesse, aux besoins évolutifs des entreprises. Elle favoriserait l'explosion de nouveaux pôles d'excellence. La CAQ souhaite aussi que les programmes puissent répondre avec souplesse aux besoins de formation des gens déjà sur le marché du travail qui souhaitent une formation complémentaire ou une totale réorientation de carrière. Elle propose la création d'un comité de travail en vue de l'élaboration d'un programme de Régime épargne-études destiné aux travailleurs qui souhaitent se lancer dans la formation continue. Elle favoriserait la mise en place de programmes de stages en entreprises.

Un cours sur l'économie, les finances personnelles et l'entrepreneuriat serait donné en 4^{ième} secondaire.

ENGAGEMENTS DIVERS

La CAQ veut augmenter les taux de diplomation collégial et universitaire. Elle visera un taux de diplomation collégial de 75 % d'ici 2020 et de 70 % à 80 % pour les universités. «La présence massive de chargés de cours durant cette période cruciale (les 2 premières années du BAC) de la formation des étudiants constitue à cet égard une pratique qui devra être revue.»

La Coalition aidera les élèves ayant des besoins particuliers en augmentant, entre autres, les ressources spécialisées.

La CAQ appuie l'idée que l'enseignement intensif de l'anglais langue seconde se fasse dès la 5^{ième} année du primaire, et veut donner au réseau scolaire la mission prioritaire d'assurer la maîtrise du français de tous les élèves par le biais d'examens nationaux primaire et secondaire.

Elle abolira le cours d'éthique et culture religieuse au primaire.

La plateforme électorale de ce parti se compose de quatorze thèmes présentés par ordre alphabétique et non par ordre de priorité.

POUR UNE ÉDUCATION ACCESSIBLE ET GRATUITE

S'il est élu, le parti s'engage à assurer à toutes et à tous une éducation accessible et gratuite tout au cours de leur vie (engagement 12). À cet effet, Québec solidaire compte éliminer tous les frais facturés aux étudiantes et étudiants et aux parents pour la fréquentation de tout établissement public ou parapublic d'enseignement du préscolaire à l'université. Le parti s'intéresse aussi aux mesures alimentaires en milieux défavorisés et il favorisera le développement d'activités parascolaires et leur accès gratuit dans toutes les écoles primaires et secondaires publiques. Enfin, il bonifiera le système d'aide financière aux études en attendant que le revenu minimum garanti s'applique aux étudiantes et étudiants.

PERSEVÉRANCE SCOLAIRE ET ÉCOLE PUBLIQUE

Québec solidaire propose de rendre accessible pour toutes et tous une école publique attrayante qui favorise la persévérance scolaire (engagement 13). À cet effet, le parti veut encourager les projets pédagogiques particuliers ou alternatifs, non élitistes, dans le respect des orientations définies par le ministère de l'Éducation. Il a aussi l'intention de réduire le nombre d'élèves par classe, d'embaucher du personnel professionnel supplémentaire en service direct aux élèves et d'encourager la mise sur pied d'équipes d'intervention multidisciplinaires. QS soutiendra la famille, l'école et le milieu communautaire dans l'élaboration concertée de projets, dans une perspective de soutien à la persévérance scolaire et de lutte à l'intimidation et à la violence. Il entend bonifier les ressources consacrées à soutenir le personnel enseignant et non enseignant (accès à des services d'accompagnement et d'insertion professionnelle, à du perfectionnement, à du soutien psychoaffectif et psychosocial, etc.).

La plateforme de Québec solidaire promet d'accroître le soutien à l'école publique. Le parti affirme vouloir adopter un plan visant, d'ici 2020, le transfert progressif vers le réseau public de la totalité des subventions publiques allouées aux écoles privées et intégrer au réseau public les établissements privés qui le souhaitent.

LA PROMOTION DE LA LANGUE FRANÇAISE

Des aspects en lien avec l'éducation se retrouvent dans d'autres sections de la plateforme du parti. Ainsi, Québec solidaire fera la promotion du français, langue officielle du Québec, comme langue commune dans tous les espaces voués à la vie collective. Retenons aussi que le parti veut redonner à la Charte de la langue française sa portée d'origine, notamment en interdisant le recours aux écoles passerelles.

La plateforme électorale de Québec solidaire propose des actions concrètes pour appuyer les femmes, dans plusieurs des thèmes traités. Dans la section qui porte sur l'intégration des personnes immigrantes, la plateforme propose d'instaurer des programmes particuliers pour les femmes afin de faciliter leur maîtrise du français, leur accès à l'éducation et au marché du travail.

OPTION NATIONALE

La plateforme de ce parti compte 66 engagements répartis entre 6 grandes priorités. Le thème de l'éducation est une des grandes priorités (la troisième) «Pour le meilleur système d'éducation et de formation». La mise en œuvre des engagements d'Option Nationale concerne l'éducation au sens large (incluant les études académiques, la formation professionnelle et le perfectionnement).

LES FRAIS DE SCOLARITÉ ET L'INSTRUCTION OBLIGATOIRE

Si elle devait être élue, Option Nationale «instaurera la gratuité scolaire de la maternelle au doctorat» et elle mettrait en place des moyens de « s'assurer que ceux qui bénéficient de la gratuité scolaire contribueront ensuite à la société qui leur a permis d'acquérir leur formation et leurs compétences. » Le parti rehausserait de 16 à 18 ans (ou à l'obtention d'un diplôme professionnel) l'âge de l'instruction obligatoire.

En ce qui concerne le financement des réseaux d'éducation, ON prévoit de le revoir en fonction du poids démographique respectif de chaque groupe linguistique (francophone et anglophone) en ce qui concerne la langue et prévoit de renforcer le principe d'un réseau d'éducation universel, public et laïc. Ce dernier élément implique donc de revoir le financement des établissements privés.

LA RÉUSSITE SCOLAIRE

L'engagement 3.2 est de faire « de la réussite scolaire une priorité nationale.» On y fait le constat selon lequel «les élèves qui complètent leurs études figurent en tête des classements comparatifs mondiaux». Selon ON le défi réside dans le parcours. ON suggère que les activités parascolaires, le sport, la culture soient des moyens utilisés pour maintenir l'intérêt et susciter un sentiment d'appartenance chez les élèves. C'est dans cet esprit que les budgets dédiés à l'orientation de carrière et à l'information sur les perspectives de travail seraient augmentés.

ON demandera aux représentants des milieux de l'éducation de créer un code d'éthique professionnelle de l'enseignement à intégrer dans la loi sur l'instruction publique, afin de garantir la qualité de l'enseignement.

CONNAÎTRE SON HISTOIRE ET SES INSTITUTIONS

L'engagement 3.6 porte sur le renforcement de l'enseignement de l'histoire nationale et politique du Québec au secondaire et au collégial. Pour le collégial, l'engagement consiste à instaurer un cours d'histoire obligatoire. Tandis que l'engagement 3.7 consiste à encourager l'apprentissage d'une deuxième langue internationale au secondaire. Les budgets nécessaires seraient dégagés à cette fin. De plus, ON prévoit que les élèves du secondaire auront une meilleure initiation au fonctionnement du système de justice, des organismes de l'État, du monde politique et des institutions économiques. Ils seront aussi sensibilisés à l'entrepreneuriat et à l'engagement à la vie en société.

FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

ON mettra également en place un système de formation et de perfectionnement pour tout travailleur qui perdra son emploi. À la perte de son emploi, le travailleur sera donc en formation, en perfectionnement ou en réorientation professionnelle. Et pour développer ce système, ON compte sur la réappropriation et le contrôle de la Caisse d'assurance-emploi pour faire un appariement entre les programmes de formation professionnelle et les moyens de les soutenir.

En ce qui concerne les stages et le placement, ON suggère de mettre en place un «régime coop» pour les programmes techniques collégiaux (DEC) et d'études professionnelles (DEP). ON prévoit aussi une aide gouvernementale supplémentaire pour les communautés qui éprouvent des difficultés économiques.

ÉDUCATION PHYSIQUE ET À LA SANTÉ ET ALPHABÉTISATION

De la maternelle au secondaire 5, ON instaurera une période quotidienne d'éducation physique et à la santé (saines habitudes alimentaires). Les installations sportives des écoles seront disponibles pour la communauté les soirs et les fins de semaines.

L'alphabétisation sera considérée comme une priorité nationale et, pour la soutenir, ON augmentera les budgets qui lui sont alloués. ON prévoit aussi un programme d'aide financière aux adultes peu alphabétisés.

STRUCTURES ADMINISTRATIVES EN ÉDUCATION

Dans son engagement 3.13, ON compte alléger les structures administratives scolaires en créant des Conseils régionaux (regroupement et restructuration des commissions scolaires, des agences de la santé et des conférences régionales des élus).

CONCLUSION

De tous les partis, la **Coalition avenir Québec** semble le plus éloigné des positions de la FNEEQ et de la CSN en matière d'éducation. L'idée d'augmenter les droits de scolarité à 200 \$ par année ne permettra pas de résoudre la crise étudiante et va à l'encontre de notre objectif qui est d'atteindre la gratuité scolaire. De plus, la tarification n'est pas une solution au mal-financement. La CAQ n'est pas plus convaincante lorsqu'elle souhaite «valoriser la profession enseignante» : si elle propose une augmentation de salaire, celle-ci sera conditionnelle à l'instauration d'un mécanisme d'évaluation des enseignantes et des enseignants qui se base sur des critères discutables et des dangers bien connus³ La CAQ propose d'établir un ordre professionnel d'enseignants, ce à quoi nous nous sommes toujours opposés. L'élimination des commissions scolaires paraît une entreprise risquée : on pourrait craindre que les services offerts par les commissions scolaires ne soient tout simplement pas reconduits. Le fait de vouloir adapter l'éducation aux besoins du marché correspond à une vision utilitariste de l'éducation qui contraste avec une vision de l'éducation considérée comme un bien commun.

Si la CAQ a parfois de bonnes intentions, comme s'attaquer au problème du décrochage scolaire, surtout dans les milieux favorisés, il nous semble que la majeure partie de son programme s'oppose aux valeurs prônées par la FNEEQ et la CSN.

Le **Parti libéral** n'a pas modifié l'approche qui a été la sienne pendant la grève étudiante. La hausse des droits de scolarité est maintenue, de même qu'il n'est pas question d'éliminer la Loi 12, une loi dénoncée, entre autres, par l'ONU et la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. Il est important de mentionner la minceur des promesses libérales dans le secteur de l'éducation. Dans son discours, le Parti libéral ne laisse entrevoir aucune ouverture et aucun changement d'attitude face au milieu de l'éducation (la CAQ non plus, soit dit en passant). Il y a donc fort à craindre qu'une réélection du Parti libéral prolonge la situation de conflit et d'insatisfaction profonde qui a marqué le printemps dernier.

Le **Parti Québécois** quant à lui mise sur un sommet sur l'université pour résoudre la crise du printemps dernier. Ce sommet répond bien à une importante revendication de la FNEEQ. Cependant, il nous faut nous questionner sur le rôle des chargéEs de cours, mais plus largement des enseignantes et des enseignants, dans ce sommet : ceux-ci seront intégrés à la «communauté universitaire» ou dans la «société civile», ce qui ne leur donne pas la place centrale qui leur reviendrait. La proposition de réduire la taille des groupes au primaire et

³ Voir, par exemple, A. Abelhauser, *La folie évaluation. Les nouvelles fabriques de la servitude*, 2009.

secondaire est très appréciable. Qu'en sera-t-il de la taille des groupes à l'université ? La position du PQ est ambiguë au sujet des écoles privées : on voudrait que ces dernières mettent fin à la sélection des élèves, mais ce problème concerne aussi bien l'école publique. Les efforts du PQ sont importants pour améliorer la situation du français au Québec. Mais appliquer la loi 101 aux cégeps est une mesure qui provoquera de difficiles débats au sein de la population québécoise.

Québec solidaire et **Option nationale** visent tous deux la gratuité scolaire à tous les niveaux, ce qui correspond à la position de la FNEEQ et de la CSN. QS a des mesures très intéressantes pour améliorer l'école publique, notamment en réduisant le nombre d'élèves par classe (comme le PQ) et embauchant plus de personnel non-enseignant. Sa politique face à l'école privée est originale: il faudra cependant s'assurer que Québec solidaire serait bel et bien prêt à collaborer pour intégrer les écoles privées dans le secteur public, idéalement selon les positions de la FNEEQ. D'un point de vue général, la préoccupation de QS de rendre l'éducation accessible semble appréciable.

ON quant à elle n'a pas un programme particulièrement élaboré, entre autres, sur la réussite scolaire ou la place de l'école privée.

Dans l'ensemble, deux conceptions s'opposent : celle de la CAQ et du Parti libéral, qui favorisent l'approche utilisateur/payeur. Et celle de Québec solidaire et Option nationale, qui financeraient la gratuité scolaire par une fiscalité plus équitable (avec une plus grande contribution des entreprises, une lutte contre les fuites fiscales, etc.) Cette approche correspond davantage à celle prônée par la FNEEQ et la CSN. Au centre, le PQ a une plateforme riche en propositions, mais pas toujours clairement ciblée. Un gouvernement de ce parti nous forcera à maintenir une pression constante pour que ses politiques en éducation conviennent à nos préoccupations.